

État de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)

par Lluís Miret

Février 2007

SOMMAIRE

Le Secrétariat du Forum UBUNTU travaille au suivi du processus du SMSI. Ce suivi est axé sur les diverses approches *multistakeholder*, sur les questions de cohérence au sein des Nations unies et sur les possibilités offertes/exigées par Internet lorsqu'il s'agit de travailler sur les questions liées à la gouvernance démocratique mondiale. C'est dans cette optique que le Secrétariat était présent aux réunions du Forum sur la gouvernance d'Internet et de la Commission de la science et de la technique au service du développement (de l'ECOSOC) du 13 février dernier à Genève.

1. Introduction

En 1998, l'Union internationale des télécommunications (UIT) a décidé d'organiser le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) (<http://www.itu.int/wsis/index-es.html>). Les Nations unies se sont jointes à cette initiative en adoptant la résolution 56/183 de 2002. Contrairement à d'autres sommets, celui-ci a été mené à bien en deux phases : la première à Genève, du 10 au 12 décembre 2003, et la deuxième à Tunis, du 16 au 18 novembre 2005.

La Déclaration de principes de Genève était essentiellement axée sur la volonté de construire une société de l'information inclusive, centrée sur les personnes et orientée vers le développement. Le programme de Tunis a mis l'accent sur le financement et la mise en œuvre des propositions du Plan d'action de Genève, surtout en ce qui concerne les questions relatives à la gouvernance d'Internet.

En l'état actuel du suivi du Sommet, les principaux lieux de débat politiques sont le Forum sur la gouvernance d'Internet et la Commission de la science et de la technique au service du développement des Nations unies, dépendante de l'ECOSOC.

Depuis le Forum UBUNTU, le suivi du processus est axé sur les rapprochements *multistakeholder*, sur les questions de cohérence au sein du système des Nations unies et sur les possibilités représentées par Internet lorsqu'il s'agit de travailler sur les questions de gouvernance démocratique globale.

2. The Internet Governance Forum (IGF) – Stock-taking Session

Palais des Nations, Room XX

Genève, 13 février 2007

Réunion de suivi du Forum sur la gouvernance d'Internet (<http://www.intgovforum.org/>) présidée par le président Nitin Desai.

Le coordonnateur du Secrétariat, Markus Kummer, a présenté le « document de synthèse » (voir document joint), qui



UBUNTU
FORUM MONDIAL DE RÉSEAUX
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
www.ubuntu.upc.edu



Campagne Mondiale pour une
Réforme en profondeur du Système
des Institutions Internationales
2006 - 2009
www.reformcampaign.net

détaille ce qui s'est bien passé et ce qui s'est « moins bien » passé lors de la séance d'ouverture du FGI à Athènes, qui a eu lieu du 30 octobre au 2 novembre 2006.

La réunion avait pour objectif d'analyser les rencontres précédentes et de commencer à préparer la prochaine réunion plénière de Rio de Janeiro. Tous les acteurs impliqués peuvent continuer à envoyer leurs commentaires au Secrétariat.

Le gouvernement italien a proposé une autre réunion préparatoire à Rome. En outre, une autre réunion est prévue, à l'occasion de la 10e session de la Commission de la science et de la technique au service du développement (CSTD), le 23 mai au siège de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à Genève.

Nous vivons actuellement une période d'incertitude due aux changements qui ont lieu à New York sous la houlette du nouveau secrétaire général, M. Ban Ki-moon, comme l'a fait remarquer le président, dont le mandat est d'ailleurs expiré.

Le FGI n'est pas un forum de négociation. Son approche innovante et *multistakeholder* (États, société civile et monde de l'entreprise) est très bien accueillie ; néanmoins, le système actuel ne permet pas l'approbation de documents car les acteurs sont mouvants et toutes les parties ne jouissent pas de la même légitimité.

Le Brésil a constaté la nécessité de faire un pas de plus vers la légitimité du FGI en tant que lieu où traiter les thèmes relatifs à la gouvernance d'Internet. À cet égard, il est nécessaire de travailler sur les questions de **représentation** (l'approche *multipartenaires* est positive, mais elle comporte le risque de laisser de côté les pays en développement et la société civile, en raison des difficultés que suppose leur suivi), de **format** (il n'est plus possible d'approuver des documents dans le format actuel) et de **résultats**. Il a également mentionné les thèmes qui pourraient être traités lors de la réunion de Rio : coûts d'interconnexion, droits fondamentaux relatifs au cyberspace, dialogue intergouvernemental (pour réguler les cadres juridiques aux niveaux national et international), ainsi que l'interaction spéciale avec l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN).

L'approche des principes de Genève aussi bien que le programme de Tunis, en lien avec les thèmes de développement, ont fait l'objet d'un large consensus. La nécessité de traiter les thèmes relatifs aux ressources critiques d'Internet (serveurs racines, noms de domaines et protocoles) a également été mise en évidence.

Calendrier des prochaines réunions du Forum sur la gouvernance d'Internet :

23 mai, Genève

date à confirmer, Rome

12 - 15 novembre 2007, Rio de Janeiro

2008 Inde

2009 Égypte

2010 Lituanie ou Azerbaïdjan

3. Informal consultations of the United Nations Commission on Science and Technology for Development (CSTD) with civil society and business on the multi-year work programme and the methods of work

13 février 2007, Palais des Nations, salle XXIV

Réunion présidée par M. Charles Geiger, directeur exécutif du SMSI, lors de laquelle a été présenté le programme des réunions de mai qui comprend notamment une réunion de coordination entre la CSTD (<http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=2696&lang=1>) et la Global Alliance for ICT and Development [GAID], prévue pour le 22 mai au Palais des Nations, à Genève.

Lors de sa première intervention, M. Geiger a indiqué que la structure de suivi du SMSI est inachevée. Il a également

souligné la nécessité d'élaborer un programme d'action pour les cinq prochaines années, qui définirait des angles d'approche précis (par exemple, *financing ICT for development*).

Il a été exigé de la société civile et du secteur des entreprises qu'ils améliorent leurs relations avec la CSTD, afin qu'ils puissent être présents lors des réunions de négociation.

Les organisations parties prenantes au processus du SMSI seront autorisées à accéder à la CSTD au cours des deux prochaines années, et pourront ainsi régler la question de leur statut consultatif auprès de l'ECOSOC.

Date de la prochaine réunion de la CSTD :

22 mai, Genève



UBUNTU
FORUM MONDIAL DE RÉSEAUX
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
www.ubuntu.upc.edu



Campagne Mondiale pour une
Réforme en profondeur du Système
des Institutions Internationales
2006 - 2009
www.reformcampaign.net